



Ce qui se passe en Tunisie, en Egypte chaque jour intéresse sinon concerne directement ou indirectement à terme l'Algérie, tout comme les développements que connaissent la Mauritanie, le Yémen, la Jordanie... Ces pays sont membres de la Ligue arabe, de l'Union africaine (UA), et certains partagent des frontières avec l'Algérie.

Ils négocient avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC), d'autres cherchent un statut auprès de l'Union européenne (UE) et beaucoup pourraient, un jour, se retrouver éventuellement au sein de l'Union pour la Méditerranée (UPM) à travailler ensemble lorsque celle-ci opérera dans d'autres conditions, avec d'autres mécanismes. Sur les plans intérieur et extérieur, des pays arabes partagent beaucoup de similitudes évidentes et ont affaire aux mêmes puissances étrangères qui sont, elles, mieux organisées, plus homogènes et, surtout, démocratiques. Ce qui permet à ces derniers de trouver des consensus internes face aux pays du Sud selon les alternances au pouvoir aux Etats-Unis, en Europe, au Japon, au Canada, en Australie et... en Israël, partie prenante au Moyen-Orient. Dans les pays arabes, face à l'accélération des évolutions internes et aux enjeux mondiaux, que se passe-t-il, y compris en Algérie ? Les partis uniques, à une ou plusieurs têtes, les barons de l'informel, les milliardaires—devantures de l'import-import, les censeurs culturels et les professeurs de la pensée unique déclinent, depuis des décennies, en amassant des fortunes colossales, les mêmes verbiages et les dénis de tout ce qui peut les contredire.

Une fois dites, avec des ruses éventées, les «différences» entre la Tunisie, l'Egypte et l'Algérie, l'administration, les groupes de pression, des appareils partisans qui rêvent justement d'avoir en Algérie l'ensemble des castes dirigeantes en Egypte, en Libye, en Tunisie avant l'effondrement de la secte Ben Ali, les prédateurs locaux, et leurs scribes assoupis sur la rente, ont dû avoir un choc le 3 février de cette année. Sourds et aveugles, les décisions prises par M. Bouteflika ont de quoi les inquiéter sérieusement sur leur avenir, leurs patrimoines non déclarés et sur leur durabilité même, si les choses suivent désormais le parcours logique attendu par tout le pays qui aspire à de profondes réformes. L'Algérie a été le premier exemple donné aux pays arabes depuis 1830. Une guerre de libération unique au XXe siècle, des révoltes, des émeutes, des «printemps» à épétition, des grèves hors syndicat étatique et sans les «révolutionnaires» parlementaires, Octobre 88, les réformes assassinées en route, des élections truquées, une décennie rouge, 200 000 morts officiellement, un terrorisme qui dure, le couvre-feu, l'état d'urgence... l'Algérie a tout expérimenté, tout connu, bien avant les pays arabes. Les experts expliquent ce qui sédimente, ce qui alimente la mémoire collective, l'Internet, Facebook et ce qui peut devenir explosif au visage de ceux qui regardent ailleurs ou pointent le doigt vers le haut : «C'est lui, m'sieu, c'est pas moi.» Trop facile, tellement ridicule, et ça ne trompe personne, ou si peu.

Ce pays n'est pas condamné par un décret divin ou des volontés humaines à vivre une «transition» éternelle justement pour ce qui le différencie mais aussi par ce qui fait qu'il ressemble dans la vie quotidienne, par sa bureaucratie, par les incohérences bégayantes de ministres, de walis, par le sous-développement des services publics, aux régimes arabes. Les décisions prises par M. Bouteflika et annoncées le 3 février dernier sont positives et à saluer,

sans préjuger des commentaires, analyses qui font florès, qui ouvrent des perspectives, peuvent créer un divorce d'avec un système et mettre sur les rails un processus démocratique, civique, patriotique qui va relativiser l'influence réelle ou fantasmée de forces politiques au pouvoir ou gonflées par ses erreurs, leur surmédiatisation (pour ou contre), et mettre à nu l'incompétence crasse de cercles dirigeants et des discours à l'emporte-pièce. N'a-t-on pas entendu le vice-Premier ministre asséner que la levée de l'état d'urgence «n'est pas actuellement à l'étude», la veille du Conseil des ministres, et après une étude comparative de légumes secs et leur influence sur les médias !L'ouverture des médias aux différents pluralismes longtemps contenue, critiquée sinon bloquée par la fermeture d'esprits aux commandes des partis de la majorité, jusqu'à ces dernières semaines est une décision courageuse et surtout d'une grande portée.

Le pays a toutes les compétences journalistiques (jeunes), les managers (jeunes), les cadres administratifs (jeunes), l'argent pour entreprendre dès demain la création d'un puissant audiovisuel national (privé-public) régi, comme dans les grands pays, par l'éthique, un cahier des charges, la soumission à l'impôt, avec l'indépendance des personnels (syndicats autonomes, et sociétés des rédacteurs) sous le contrôle d'une autorité indépendante. Cet audiovisuel va intégrer la société algérienne dans son pays par le débat, l'exposition des réalités, l'expression de l'opposition, des élites, etc. Par sa présence dans le monde, cet audiovisuel va intégrer la société dans le monde, lui donner l'ambition d'être présente dans le siècle et lui dire ce qui se passe ici et maintenant, en direct par les acteurs, les pluralismes représentatifs et la jeunesse. La levée de l'état d'urgence, à l'évidence, sera une formidable respiration pour la politique, les jeunes, les libertés fondamentales sur tout le territoire où les wilayas auront les mêmes droits et devoirs. Dans tous les cas, personne ne va bouder son plaisir de voir l'état d'urgence disparaître.

En attendant, peut-être, d'autres décisions aussi pertinentes relatives aux personnels politiques officiels, administratifs, culturels, diplomatiques et syndicaux. Si l'Algérie est différente de tous les pays de la planète et si M. Bouteflika n'est ni Ben Ali, ni Moubarak, et encore moins Kadhafi ou un roitelet du Moyen-Orient, il n'empêche que des pans entiers de l'Etat, que des partis de sa majorité, que les courants corrupteurs et archaïques sont identiques à ceux des dictateurs du monde arabe et travaillent pour eux-mêmes. Par pour Bouteflika ou pour l'Algérie.Si l'Algérie a, semble-t-il, réglé la problématique de l'ingérence des militaires dans la vie politique si commune aux pays arabes et africains, c'est un énorme pas accompli. Dans l'intérêt du pays, pour la légitimité et la crédibilité de la classe politique, pour éradiquer le mélange des genres et redonner du sens à la Constitution et à l'Etat de droit, le militaire doit obéir au politique. Aujourd'hui, demain et toujours. Dans l'intérêt de l'ANP qui en a trop «bavé» et a trop couvert des conséquences dont les stigmates sont encore visibles pour longtemps.

La séparation des pouvoirs, le respect de la Constitution, l'arrêt de ces pratiques brutales et autoritaires qui font qu'un maire est renvoyé par un chef de daïra, un wali, un coup de téléphone ou un ministre, de la censure stupide, à l'heure de Facebook, dans le champ culturel sont urgents et inéluctables. Ici et maintenant, il est possible de parachever Novembre, la Soummam et d'amener l'Algérie vers la démocratie, la modernité, l'égalité des sexes, la cohabitation pacifique des idées, des cultes et croyances, vers le progrès, sous la protection de la loi. Les décisions annoncées, si elles prennent à contre-pied des politiques rigides, frigidés,

Ici et maintenant !

Écrit par Abdou B.

Samedi, 05 Février 2011 00:00

ceux qui ont gardé le silence et vont courir au secours de ces décisions, mettent le pouvoir, l'opposition et la société devant des responsabilités énormes. Il va falloir gérer avec lucidité, sagesse et équité ces victoires. Ici et maintenant.

[La Tribune](#)